

RENTRÉE SCOLAIRE À CONSTANTINE

Sur fond de «renouveau»

Un nouveau responsable, une nouvelle méthode de gestion des affaires de l'éducation à Constantine. Première mesure : décentralisation du recrutement des enseignants vacataires, une prérogative propre aux directeurs des établissements scolaires mais qui fut longtemps confisquée par l'ex-directeur de l'éducation lui-même dix années durant.

«Je me suis enfin rétracté cette année pour plusieurs raisons. Nous devons mettre en place les mécanismes nécessaires à l'application de cette décentralisation. Certains travaillent contractuellement depuis 1995, ce qui est anormal à mon sens. Ils sont dans une situation difficile et craignent de se retrouver du jour au lendemain au chômage. Nous devons, en effet, arrêter un barème qui prendra en compte un nombre de critères (expérience du postulant, ancienneté de son diplôme, la distance séparant l'école de son lieu de résidence...) pour pouvoir l'opérer à partir de la saison prochaine», a avancé, jeudi dernier, à l'occasion d'une conférence de presse, Abdallah Allam, actuel directeur de l'éducation de Constantine. Et d'expliquer : «Pouvoir embaucher des enseignants contractuels permet aux directeurs des établissements d'intervenir à temps pour ne pas pénaliser les élèves à cause de la vacance des postes.»

Un changement de cap : favoriser le côté relationnel dans la gestion des affaires du secteur. «La concertation est un acte civique», déclarera-t-il. Les parents d'élèves, les syndicats des travailleurs, les collectivités locales et les journalistes auront



Photo : DF

désormais à assumer leurs rôles dans le processus éducationnel.

M. Allam a commencé par éponger le passif de son prédécesseur, le mouvement des enseignants du secondaire dont les syndicalistes du Cnapest l'accusent d'avoir pistonné certains de leurs pairs. «Le Cnapest a porté le problème devant le ministre de l'Education nationale qui n'a, d'ailleurs, pas tardé à ordonner au directeur central des ressources humaines de réétudier le dossier.

Ce dernier, après examen du dossier, a, de son côté, donné des instructions pour régler le problème. A Constantine, nous avons eu une entrevue d'une durée de quatre heures avec ces syndicalistes où nous avons mis les choses à plat avant de refaire le mouvement et corriger les anomalies. C'est aussi simple que cela d'autant que la commission paritaire a approuvé les nouvelles mutations», dira-t-il. Dans ce contexte, il convient de souligner que le litige opposant l'ancien directeur de l'éducation, Ahmed Guellil, muté à Oran, concernait uniquement les postes du nouveau lycée Ali-Mendjeli III, réceptionné en janvier dernier et dont M. Guellil a procédé par nominations administratives dans la désignation des enseignants. Les syndicalistes du Cnapest, que M. Guellil accusait de ne servir

que des intérêts étroits, ont revendiqué la mise de ces postes dans le mouvement ordinaire. M. Guellil, qui est allé jusqu'à les présenter comme étant des cumulards et qui sont même redevables devant l'Etat d'un passif lié à l'activité du FIS dissous, n'a alors pas cédé à la pression. En tout cas, un seul correctif a été apporté au mouvement élaboré par Guellil : remplacer une professeur de sciences et sœur de l'ex-SG auprès de la direction de l'éducation de Constantine qui occupe actuellement un poste de responsabilité au niveau du ministère de tutelle par une enseignante parrainée par le Cnapest que l'on dit proche de l'un des membres organiques du bureau local de ce syndicat. Tous les enseignants nommés par Guellil ont été maintenus à leurs postes, sauf celle qui travaillait avant sa nomination à Ali-Mendjeli III à l'ex-lycée des Pères Blancs, qui se trouve, jusqu'à l'écriture de ce texte, sans poste.

Les responsables de l'éducation sont plutôt confrontés à un autre problème : «72 élèves sur 96 devant composer les classes de ce nouveau lycée, scolarisés à travers les lycées du centre-ville de Constantine refusent le transfert et ne se sont pas encore fiés aux formalités d'inscriptions», a indiqué le SG

auprès de la direction de l'éducation. A ce sujet, le nouveau directeur de l'éducation est ferme : «La répartition des élèves doit tenir compte des secteurs géographiques et l'élève doit se scolariser dans l'établissement le plus proche de son domicile. Cette méthode nous permet, outre le fait de réduire le surplus dans les classes et d'éliminer les ségrégations, y compris d'évaluer les chefs d'établissements scolaires et selon des paramètres justes.»

Reste à savoir si M. Allam, qui est aux portes de la retraite après avoir servi au même titre à Médéa, Annaba et Tipaza, réussira son pari et redonnera à Constantine, cette cité minée par le clanisme et réputée pour être imprenable, son lustre d'antan. Gagnera-t-il la paix pour avoir passé ce deal avec le Cnapest ? Peut-être oui... «Moi, je suis là pour appliquer la loi et je ne vais nier aux syndicalistes leur droit à faire, entre guillemets, de l'agitation. Et s'ils s'estiment lésés par certains textes de lois, ils n'ont qu'à se plaindre au législateur. Assurer l'éducation à 200 000 élèves est une tâche énorme en soi et je n'ai pas de temps à perdre pour vérifier le cumul de fonctions de certains. C'est, d'ailleurs, contraire à mes valeurs», dit-il. La méthode de son prédécesseur, «dictatoriale» soit-elle, selon ses détracteurs, et même si elle lui a valu beaucoup d'animosités, a néanmoins permis à Constantine de se hisser à un rang meilleur par rapport à ce qu'elle a été avant son «règne», où elle patageait dans les abîmes de la médiocrité. Les résultats des examens officiels des toutes dernières années sont révélateurs.

Quoi qu'il en soit, 202 677

élèves qui seront encadrés par 10 213 enseignants et 4 692 cadres administratifs devront regagner les bancs des classes, tous paliers confondus, dès ce dimanche à Constantine. Le taux de scolarisation serait de 98,07 % dans primaire, selon M. Allam, soit un peu au-dessus de la moyenne nationale qui est de 97,32%.

Dans ce palier, 158 écoles sur 357 existantes fonctionnent suivant le système de double vacation en plus de 16 autres qui ne l'appliquent que partiellement. «Nous allons procéder par la bonification des écoles en construisant des extensions là où nous pouvons le faire et je veillerai à ce que ce système n'ait pas droit de cité à Constantine d'ici à 6 mois», s'est-il engagé. 25,2 milliards de centimes ont été engagés, selon le même responsable, dans le cadre de l'aide octroyée aux élèves démunis (3 000 DA/élève). Près de 84 000 élèves bénéficieront ainsi de cette aide, soit près de la moitié des enfants scolarisés (41,5%). Un chiffre effarant qui renseigne sur la précarité dans laquelle vivent les Algériens. Aux yeux de M. Allam, c'est positif puisque les crédits mobilisés couvrent largement les besoins, ce qui n'est pas le cas dans d'autres wilayas où on ne peut satisfaire la demande sociale.

Ces élèves bénéficieront également de la gratuité des manuels scolaires. Ajouter à ceux-là les élèves de 1^{re} année primaire et les enfants des travailleurs du secteur de l'éducation, et le nombre de bénéficiaires de la gratuité du manuel scolaire atteindra à peu près les 55 % des effectifs.

Lyas Hallas

TLEMSEN

Chetouane, une commune aux grandes ambitions

Issue du dernier découpage administratif, cette commune fait partie du Grand-Tlemcen et joue un rôle très important dans le développement local. L'APC de Chetouane, qui a vu le jour dans les années 80, a permis de désengorger le centre-ville qui étouffait face à une démographie galopante.

Pendant l'ère coloniale, Chetouane (ex-Négrier) était tout au plus une petite bourgade peuplée de quelques colons qui exploitaient de grands domaines. Aujourd'hui, Chetouane est devenue un grand centre urbain. Située au nord de la ville et distante à peine de 5 km du chef-lieu, cette municipalité a le privilège de ne pas souffrir de l'isolement comme on pourrait le croire, il se trouve même qu'il y a une certaine ambiance et d'intenses activités (zone industrielle) par rapport au centre-ville.

La création de la zone industrielle à Chetouane a vu l'implantation de grands complexes : Sonacome, ENTIC,

Naftal et d'autres entreprises privées. Cela suppose que cette municipalité devrait être la plus riche au regard de ces activités, malheureusement, là est le problème. Apparemment, l'APC ne tire pas profit de ce pôle industriel, le plus important au niveau de la wilaya. En plus, la commune doit gérer et faire face aux nombreuses contraintes de cette activité industrielle. Disposant de faibles moyens, les élus de cette APC s'efforcent, tant bien que mal, de donner une image moderne à la ville de Chetouane.

Le réseau routier a été refait, ce qui permet une très dense circulation et l'implantation de plusieurs structures socioéconomiques : siège de la Cnas, centre de santé, poste. Un plan d'assainissement a été élaboré en vue de mettre fin à l'habitat précaire, qui est dû en grande partie à l'exode rural durant les années 70. Le devenir de cette commune est cependant lié au développement agricole, les terres et les immenses champs céréalières sont un véritable grenier pour la wilaya de Tlemcen.

En matière de recettes, à l'instar des autres communes, Chetouane devrait tirer un grand profit en procédant à une campagne de recouvrement auprès des opérateurs publics et privés. Ces dernières bénéficient de toutes les commodités pour leurs activités, en retour, elles doivent s'impliquer pour le développement de la commune. D'autre part, l'implantation du campus universitaires a fait de Chetouane un pôle social dont il faut tenir compte à l'avenir.

Ces communes que l'on néglige jouent un rôle très important et doivent faire l'objet d'une grande attention pour la répartition des crédits alloués et ce, en fonction de chaque commune et son plan de charge. Signalons enfin le retour d'une centaine de familles qui ont quitté Chetouane il y a quelques décennies. Bénéficiant d'une aide de l'Etat pour reconstruire leurs maisons, ces populations retrouvent enfin un véritable cadre de vie.

M. Zenasni

TIARET

Une femme se jette du 5^e étage

Le paisible quartier des Frères-Guitoune (ex-CIA) à Tiaret a été le théâtre, jeudi soir, d'un drame sans pareil suite au suicide d'une femme âgée de 51 ans, plongeant ainsi le voisinage dans une vive consternation.

La terrible nouvelle a très vite fait le tour de la ville pour constituer le lendemain matin, le principal sujet de discussion. Fafa, la victime qui vivait en compagnie de son unique fille malade chronique de surcroît, a mis fin à ses jours vers 22 h en se jetant du balcon de son appartement situé au 5^e étage. Cela s'est passé sous le regard effarant de deux fillettes qui suivaient la scène à partir d'une fenêtre. Cette fois-ci, la défunte n'a alerté personne pour aller jusqu'au bout de l'idée qu'elle avait en tête, car trois jours auparavant, elle a tenté de se suicider de la même manière mais les voisins sont accourus vers elle pour la sauver. Elle avait piqué récemment une sérieuse dépression suite à l'expiration de son contrat de travail, ce qui lui a valu une admission à l'hôpital psychiatrique de Tiaret avant de ressortir le lendemain.

Selon un psychologue voisin de la défunte, un cas pareil méritait une sérieuse prise en charge au niveau de l'hôpital psychiatrique d'autant qu'il s'agit d'un sujet récidiviste en matière de tentative de suicide, devait conclure le même intervenant.

Blessé lors de la fête de l'EN, le jeune Mohamed Henni décède

C'est un vendredi noir qu'a passé la famille Henni, ses proches ainsi que tous les habitants du quartier Benbadis au centre-ville de Tiaret, dès l'annonce de la tragique nouvelle. En effet, le jeune Mohamed, à peine 16 ans, vient de rendre son dernier soupir après avoir passé presque une semaine dans le coma à l'hôpital Youssef-Damardji. Apprécié de tous pour sa gentillesse et son sérieux, l'adolescent avait subi un sérieux traumatisme crânien au moment où l'on fêtait «follement» la victoire de l'équipe nationale contre la Zambie le 6 septembre dernier. La victime avait été découverte gisant sur le sol, à quelques mètres du domicile parental, par un voisin. A ce jour, et en attendant les résultats de l'autopsie et l'aboutissement de l'enquête des services de sécurité, on ignore la cause exacte du décès du jeune innocent. Hier matin, l'atmosphère était des plus indescriptibles au quartier Benbadis où la foule est venue nombreuse compatir à la douleur des parents.

Mourad B.